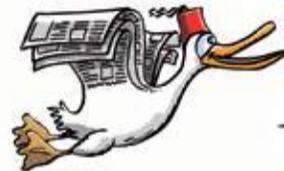


spécial
MARCHE VERTE

Les cahiers
du **Canard Libéré**



Edition spéciale

Directeur de la publication Abdellah Chankou

*Le 6 novembre 1975 naissait l'épopée
de la Marche Verte*

LE SAHARA EN MARCHÉ



Forfait Liberté
Faites le choix
de la générosité !



DATA*
15 + 5
GIGA HEURES



OU

VOIX**
15 + 5
HEURES GIGA



99DH
/MOIS

*Frais de mise en service : 170 Dh
**Frais de mise en service : 255 Dh



Le Sahara en marche

44 années ! Le pseudo-conflit du Sahara a 44 ans. Bientôt un demi-siècle. Le plus vieux litige territorial est maghrébin. Généreusement créé et entretenu par l'Algérie pour montrer l'amour qu'il porte à son voisin et lui témoigner la reconnaissance de ses dirigeants pour le soutien précieux que le royaume leur a apporté lors de la guerre d'indépendance acquise en 1962. Plusieurs décennies plus tard, le peuple algérien exaspéré au plus haut point par l'incurie de ses dirigeants, bat le pavé depuis plusieurs mois pour réclamer une deuxième indépendance. Par rapport à la caste au pouvoir ! Quelle ironie du sort ! Mais qui va libérer les Algériens du joug de leurs gouvernants honnis et recentrer le pays, fourvoyé depuis plus de 60 ans dans de fausses causes onéreuses, sur ses préoccupations légitimes passées par pertes et profits ? L'espoir est permis même si le général Gaid Salah, sourd aux cris d'une population poussée à bout, flirte avec le scénario du pire. 44 ans donc se sont écoulées depuis la fameuse Marche verte du 6 novembre 1975, ce coup de génie de feu Hassan qui a permis au Maroc de récupérer son

désertiques des villes pleines de vie et de vitalité. Une bataille économique et sociale pour l'intégration des populations locales dans leur environnement. Mais aussi diplomatique en ce sens où les adversaires de l'intégrité territoriale du pays, toujours en embuscade, n'ont jamais cessé, par Polisario interposé, leur guerre d'usure visant à faiblir le Maroc en cherchant à l'amputer d'une bonne partie de ses territoires sahariens au profit d'une bande de mercenaires sans foi ni loi. 44 ans donc se sont écoulés mais le Maroc est toujours debout malgré les moyens pharamineux déployés par l'ennemi qui a misé sur son effondrement, faisant à chaque fois pièce aux menées malveillantes de l'Algésario, déterminé plus que jamais à ne lâcher le moindre arpent de terre de son Sahara. Le Sahara est au Maroc et le Maroc est dans son Sahara. Marocain il est, Marocain il restera. Seule option politique possible, l'autonomie dans le cadre de la souveraineté nationale. En attendant, l'avenir du Sahara s'annonce prometteur dans le cadre de la régionalisation avancée adoptée par le Maroc et qui gagnerait à être déployée sur le terrain pour accélérer le processus de son développement en rupture totale avec le système de privilèges et de prébendes qui y a été installé et entretenu depuis plusieurs décennies.

Le rapport du CESE sur le Sahara préconise justement d'en finir avec ce régime qui a montré ses limites en induisant un modèle de gouvernance basé sur la création de richesse identique à celui en vigueur dans les autres régions du Royaume. La normalisation des provinces du sud, qui se vivent aujourd'hui comme un territoire d'exception, ne sera effective que si la communauté des affaires se mobilise, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, pour y investir dans des projets où le Sahara excipe d'un fort potentiel de développement comme la transformation du poisson, le tourisme, les énergies renouvelables et l'agriculture...

La création de la croissance et de l'emploi, les seuls susceptibles de garantir un revenu durable aux populations, passe incontestablement par une initiative privée encadrée et orientée par la puissance publique avec à la clé une batterie de mesures incitatives qui rendrait attractif l'acte d'investir à Laâyoune, Dakhla et Boujdour. Là se joue l'avenir du Sahara dont la population essentiellement jeune a besoin de politiques réellement inclusives susceptibles en faire la meilleure région du Maroc en termes d'opportunités d'emplois, d'investissement et de création des richesses. Un Sahara développé, prospère et désenclavé pourrait séduire également les citoyens issus des autres régions désireux d'améliorer leur situation socio-économique. Le Roi Mohammed VI l'a bien compris qui a donné en 2015 dans les provinces sud le coup d'envoi à une série de projets structurants qui commencent à jaillir de terre. ●

L'avenir du Sahara s'annonce prometteur dans le cadre de la régionalisation avancée adoptée par le Maroc et qui gagnerait à être déployée sur le terrain pour accélérer le processus de son développement.

Sahara de manière pacifique.

Les Maroc, qui a enfanté la Marche verte, est capable de donner naissance à d'autres séquences glorieuses. C'est aux gouvernants et aux politiques de faire en sorte que le peuple ne soit pas condamné de chérir au passé en s'abandonnant aux sirènes de la nostalgie. Car faute de nouvelles aventures héroïques collectives et d'idoles du cru qui font rêver, les jeunes d'aujourd'hui risquent de ne pas avoir grand-chose à raconter à leurs enfants.

Le sentiment d'appartenance à une nation, à une communauté de destin ça se cultive non pas par des slogans vaseux ou des professions de foi mais par des entreprises fortes qui suscitent la mobilisation et l'adhésion, l'optimisme et l'espoir.

En fait, la Marche du 6 novembre ne s'est jamais arrêtée. Sous la conduite de S.M. le Roi Mohammed VI, elle a poursuivi sans relâche cette superbe dynamique dans le temps et dans l'espace mais autrement. Sous forme d'une bataille permanente pour faire jaillir, au prix d'un effort national colossal en termes d'investissements dans les infrastructures, de ces terres marocaines

TRIBUNE LIBRE

Bâtir l'homme sahraoui

Dans cette tribune libre, Abdellah Hafidi Sbai*, un fin connaisseur du dossier du Sahara pour être lui même issu du Sahara, dresse un diagnostic lucide de la situation complexe dans les provinces du sud.

Quarante-quatre ans après le lancement de la Marche verte, il est clair, pour l'initié comme le profane, que le Maroc n'est pas venu au Sahara en envahisseur ou en colonisateur, comme le prétendent certains esprits étriqués et malveillants. Au contraire, il n'a fait que récupérer une partie de ses terres et de ses droits légitimes. Ceux qui doutent de mes paroles n'ont qu'à consulter les images d'archives pour prendre connaissance de l'état du Sahara avant sa récupération en 1975, et comment il est devenu aujourd'hui en 2019. Le progrès est énorme. La métamorphose incontestable.

Ne manque de reconnaissance que le haineux, l'envieux ou l'ingrat... Du désert a jailli aujourd'hui un paradis vert. Laâyoune est devenue le joyau des villes d'Afrique du Nord ; idem pour Dakhla, Boujdour et Smara. Cette transformation souligne à quel point le Maroc était déterminé à recouvrer par des moyens pacifiques ses territoires du sud où il a réalisé, sûr de sa cause, plusieurs investissements colossaux. La marche du développement au Sahara continue et les projets importants qui y seront encore réalisés feront que ses habitants remercieront Dieu que nos provinces du sud aient rejoint notre chère patrie, réunifiée de Tanger à Lagouira.

Mais tout n'est pas parfait dans la stratégie des pouvoirs publics au Sahara. Côté contraintes, le Maroc doit s'occuper de l'homme sahraoui ; car si le Maroc a réussi à développer le territoire, il lui reste à bâtir l'homme sahraoui.

Les Sahraouis ont aujourd'hui besoin d'intégration, de travail et de justice sociale pour se sentir 100 % Marocains, parce que depuis la récupération du Sahara, en particulier à l'époque du ministre déchu Driss Basri, l'administration marocaine a appris aux Sahraouis la culture de l'assistantat, avec notamment le dossier des « Achbal de Hassan II » qui sont depuis 1991 de faux actifs, dont certains ne cachent pas leur hostilité envers le Maroc, qui leur verse pourtant un salaire régulier. Il en va de même pour les habitants d'une région qui ne paient même pas la taxe d'habitation. Certains d'entre eux font partie des richards du Maroc, sans parler de ces milliers de Marocains qui vont s'installer au Sahara pour échapper à l'impôt.

Marocanité

Il est tout de même étonnant que le Sahara continue, 44 ans après sa rétrocession, à ne pas être soumis à toutes les lois du royaume. La complaisance ça suffit ! Comme l'a si bien dit S.M. le Roi Mohammed VI, il n'y a pas de juste milieu entre le patriotisme et la trahison.

L'autonomie sous souveraineté marocaine est la seule solution à la question du Sahara, et quiconque pense qu'une autre option est possible tire des plans sur la comète. Quarante-quatre ans ont changé le visage du Sahara et ont fait émerger une nouvelle génération qui n'a rien à voir avec celle de la Marche verte. Ceux qui ont vu le jour au Sahara en 1975 ont



Abdellah Hafidi Sbai

aujourd'hui 44 ans et personne n'a le droit de leur dire qu'ils ne sont pas pas Sahraouis. Quant aux Sahraouis hérités du colonialisme espagnol, ils ne représentent, aujourd'hui, pas plus de 5% de la population du Sahara, celle des camps compris. Par conséquent, personne ne peut contester aux Marocains qui habitent le Sahara leur marocanité. Ils sont Marocains point à la ligne. Croire le contraire c'est vouloir jouer avec le feu en se voilant la face.

Chercher le bien de cette région chère à tous les Marocains ne suppose qu'une seule chose : œuvrer pour la mise en œuvre du plan d'autonomie sous souveraineté marocaine. Tout le reste n'est que perte de temps et accentuation tout autant du calvaire des habi-

tants des camps de Lahmda qui souffrent en silence depuis plus de quatre décennies. Ces populations séquestrées ne rêvent que du jour où elles pourront enfin échapper à l'enfer où elles ont été jetées en 1975.

Si le Maroc a donné aux Sahraouis ce qu'il pouvait leur donner, alors les Sahraouis, en particulier les partisans du séparatisme, devraient prendre en compte les circonstances de leur pays et revenir au bon sens : se satisfaire de ce que le Maroc leur a donné car la proposition du Maroc est très généreuse. ●

*Abdellah Hafidi SBAI, Vice-président du Conseil de l'Arrondissement Rabat-Souissi Chercheur, spécialiste des affaires sahariennes mauritaniennes



المكتب الوطني للهيدروكربونات والمعادن
ΕΘΣΟ. Ε.Α.Ε.Ο | ΗΦΣΛΟ:Κ.ΟΘ:Ο.+ Λ ΣΧ:Υ.Χ
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES

**A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION DU 44^{ème}
ANNIVERSAIRE DE LA MARCHÉ VERTE**



**Le Directeur Général et l'ensemble du personnel de
l'Office National des Hydrocarbures et des Mines
-ONHYM-**

Ont l'insigne honneur de présenter leurs vœux les plus déférents à

SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI

Que Dieu l'Assiste, à Son Altesse Royale le Prince Héritier
Moulay El Hassan ainsi qu'à l'ensemble de la **Famille Royale**

Et renouvellent au **Souverain** leur fidélité et leur indéfectible
attachement au **Glorieux Trône Alaouite.**

Plan d'autonomie : Mode d'emploi

La proposition marocaine d'autonomie du Sahara constitue une chance historique pour sortir définitivement d'un conflit factice créé par l'Algérie et offrir aux populations sahraouies la possibilité de gérer elles-mêmes leurs affaires via des instances démocratiquement élues.

Si la proposition marocaine d'autonomie pour le Sahara suscite un enthousiasme de plus en plus grandissant auprès de la communauté internationale, ce n'est pas seulement parce qu'elle s'inspire des propositions pertinentes de l'ONU. En face, il y a le Polisario et son sponsor algérien qui ne proposent rien d'intéressant et qui restent campés sur des thèses dépassées, ni réalistes, ni réalisables et porteuses d'instabilité pour toute la région. Le camp adverse c'est le statu quo, la tension permanente et l'aventure alors que le Maroc avec sa proposition, qualifiée de positive par la communauté internationale, se tourne vers l'avenir, la stabilité et la sécurité. L'intérêt du plan d'autonomie marocain, destinée à mettre définitivement fin à un conflit factice qui n'a que trop duré, réside aussi et surtout dans son aspect porteur d'un avenir économique et social pour les populations du Sahara. Cette option de ni vainqueur ni vaincu présente par ailleurs l'avantage de garantir à tous les Sahraouis de l'intérieur comme de l'extérieur une bonne représentation sans discrimination ni exclusion, dans les instances et institutions de la région. Comment? Les habitants pourront gérer eux-mêmes et démocratiquement leurs affaires à travers des organes législatif, exécutif et judiciaire dotés de compétences exclusives. Elles disposeront des ressources financières nécessaires au développement de la région dans tous les domaines et participeront, de manière active, à la vie économique, sociale et culturelle du Royaume.

Dans le cadre de l'autonomie, l'État transfère toutes ses compétences sauf dans les secteurs régaliens liés aux attributs de souveraineté, notamment le drapeau, l'hymne national et la monnaie, les attributs liés aux compétences constitutionnelles

et religieuses du Roi, commandeur des croyants et garant de la liberté du culte et des libertés individuelles et collectives, ceux de la sécurité nationale, la défense extérieure et de l'intégrité territoriale, les relations extérieures ou encore l'ordre juridictionnel du Royaume. A part ces domaines réservés, tout est négociable. L'initiative marocaine, forte de son esprit d'ouverture, tend à créer les conditions d'un processus de dialogue et de négociation débouchant sur une solution politiquement acceptable. Ainsi, le statut d'autonomie, résultat d'un compromis, pourrait le moment venu être amélioré.

Dans le respect des principes et des procédures démocratiques, les populations de la Région autonome du Sahara, agissant par l'intermédiaire d'organes législatif, exécutif et judiciaire auront, dans les limites territoriales de la Région, la compétence notamment dans les domaines de l'administration locale, de la police locale et des juridictions de la Région. Ils pourront également planifier les politiques régionales en matière de développement économique comme la promotion des investissements, le commerce, l'industrie, le tourisme, et l'agriculture.

Ressources

La région devra, elle-même, gérer son budget et sa fiscalité. Sans oublier les infrastructures : l'eau, les installations hydrauliques, l'électricité, les travaux publics et le transport. Ou encore le social : l'habitat, l'éducation, la santé, l'emploi, le sport, la sécurité et la protection sociales. Les autorités régionales devront aussi s'atteler à élaborer leur propre politique culturelle, y compris la promotion du patrimoine sahraoui hassani.

Pour ce faire, la région autonome du



Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Nasser Bourita recevant, mercredi 27 juin 2018 à Rabat, l'Envoyé Personnel du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Sahara marocain, M. Horst Köhler.

Sahara disposera des ressources financières nécessaires à son développement dans tous les domaines. Ces ressources seront notamment constituées par les impôts, taxes et contributions territoriales édictés par les organes compétents de l'instance régionale, ou encore les revenus de l'exploitation des ressources naturelles affectés à la Région. Il y a aussi la partie des revenus des ressources naturelles situées dans la Région et perçus par l'État et les ressources nécessaires allouées dans le cadre de la solidarité nationale, sans oublier les revenus provenant du patrimoine du Sahara.

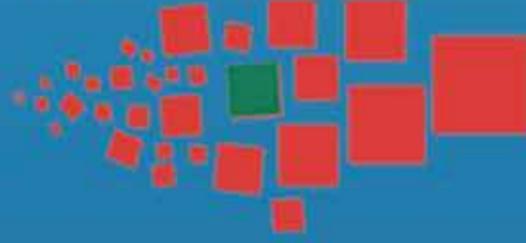
Rejetée par les séparatistes et leur géniteur algérien qui rêvent d'indépendance, l'Initiative marocaine est le maximum que peut concéder le Maroc. Pour tenter de rapprocher les positions de tous les protagonistes du dossier, plusieurs émissaires de l'ONU pour le Sahara, se sont succédé pour essayer de rapprocher les positions des uns aux autres. Le dernier en date est l'Allemand Horst Köhler

qui a démissionné brutalement en mai 2019 pour des raisons de santé alors qu'il avait adopté une nouvelle approche dans le traitement de dossier. Dans ce cadre, l'ex-président allemand avait réuni pour la première fois le Maroc, l'Algérie, le Front Polisario et la Mauritanie autour de la même table les 4 et 5 décembre 2018 à Genève. Les discussions de cette table ronde ont pris fin sans autre résultat que la promesse d'une poursuite du dialogue. En effet, une seconde rencontre a eu lieu en mars 2019 et ce sera la dernière faute de remplaçant pour M. Köhler afin de relancer le processus qui est au point mort.

Principal protagoniste du conflit dont il est le géniteur du temps où Bouteflika était ministre des Affaires étrangères, Alger avait accepté de prendre part à ces deux tables rondes mais «en tant que pays voisin et observateur». Autrement dit, la mauvaise foi et la duplicité algériennes continuent. ●

المركز الجهوي للإستثمار
جهة الداخلة وادي الذهب

Centre Régional d'investissement
Région de dakhla Oued Eddahab



DAKHLA OUED EDDAHAB PORTE DU ROYAUME SUR L'AFRIQUE



Pour réussir
للنجاح

Pour décider
لقرار افضل

Pour investir
لاستثمار افضل

Pour l'avenir
للمستقبل

Pour démarrer
للاطلاق

المركز الجهوي للإستثمار يرافقكم
Le Centre régional d'investissement Vous accompagne

Nous puisons dans
nos racines...



... pour conquérir l'avenir

Pour tracer son cap dans un monde qui va vite, il faut savoir d'où l'on vient. Depuis plus d'un demi siècle, Holmarcom a su faire face aux évolutions économiques et anticiper les enjeux du futur. Fier de ses racines et fort d'une vision de développement renouvelée, le Groupe renforce ses métiers stratégiques et s'ouvre à de nouveaux défis. Il conforte ses positions nationales et saisit de nouvelles opportunités continentales.

www.holmarcom.ma



HOLMARCOM
GROUP